

**Avis adopté**

Séance plénière du 22 avril 2025

**Permettre à tous de bénéficier d'une *alimentation de qualité en quantité suffisante***

**Déclaration du groupe CGT-FO**

Le droit à l'alimentation est un droit vital pour tous, note l'Unicef. Elle constitue un enjeu de santé publique et d'égalité entre les citoyens. Une alimentation saine et équilibrée permet de lutter contre certaines pathologies et facilite l'accès à une meilleure qualité de vie. L'alimentation doit être une préoccupation forte pour les politiques publiques. Elles doivent s'assurer que chaque citoyen puisse satisfaire ses besoins nutritionnels mais aussi accéder à des produits de qualité qui ne constituent pas un risque pour sa santé. Le groupe FO soutient donc la préconisation pour faire de l'accès de tous à une alimentation de qualité une grande cause nationale.

La dégradation de la situation sociale a en effet des répercussions fortes sur les comportements alimentaires, avec une tendance des plus démunis à se rabattre sur les produits les moins chers, dont la qualité n'est pas assurée en plus de constituer un risque pour leur santé. S'installe ainsi une société à plusieurs vitesses, où la baisse du pouvoir d'achat, la précarisation de l'emploi, la stagnation des salaires et des retraites, etc. tirent des millions de foyers vers une alimentation de mauvaise qualité.

Pour le groupe FO on ne peut pas dissocier le modèle d'alimentation du modèle économique et social et des politiques mises en place qui permettent ou non de favoriser la justice sociale dans notre pays. Comment en effet agir pour « Permettre à tous de bénéficier d'une alimentation de qualité et en quantité suffisante » avec un SMIC qui stagne depuis plus de 10 ans et qui décroche par rapport à celui d'autres pays européens comme l'Allemagne ou les Pays Bas. Il faut donc augmenter le Smic et l'ensemble des revenus, les indexer sur l'évolution de l'inflation, pour maintenir le pouvoir d'achat et avoir des politiques actives de lutte contre la pauvreté qui touche des millions de personnes.

Pour le groupe FO il est également important de sensibiliser aux avantages d'une alimentation de qualité, d'améliorer les informations sur les produits pour permettre aux consommateurs de connaître les dégâts que certains peuvent avoir sur leur santé, de lutter contre les aliments ultra-transformés, de privilégier une restauration collective de qualité et d'aider les cantines scolaires à être aussi des lieux d'apprentissage de la bonne nourriture. Ces actions doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique nationale qui vise l'amélioration qualitative de notre alimentation et le développement de produits bio et raisonnés accessibles à tous. Mais pour ne pas « être les dindons de la farce » le préalable est la mise en œuvre de clauses miroirs sur les produits importés, transformés ou non, de manière à ne pas s'imposer des conditions qui tuent l'attractivité des produits de qualité de notre agriculture et de l'industrie agroalimentaire française. Un tel virage constituerait une opportunité de valorisation d'une agriculture moins intensive et créatrice de plus d'emplois et le renforcement d'une industrie agroalimentaires qui privilégie la qualité des produits.

**Le groupe FO remercie les rapporteurs pour ce travail et a voté en faveur de l'avis.**